

Vers un report de la présidentielle au Burundi ?

Deutsche Welle, 07.07.2015 Un report de la présidentielle du 15 au 30 juillet, c'est la requête adressée lundi par les dirigeants de la Communauté est-africaine aux autorités burundaises à l'issue du sommet de Dar es Salaam. Le sommet de la Communauté des Etats d'Afrique de l'est, en Tanzanie, a formulé des recommandations pour le Burundi. L'EAC regroupe, outre le Burundi, le Rwanda, la Tanzanie, le Kenya et l'Ouganda. Mais seuls les Chefs d'Etat ougandais Yoweri Museveni et tanzanien Jakaya Kikwete étaient présents. Les autres ont brillé par leur absence.

Le Secrétaire général de l'EAC Richard Tseziibera précise ainsi que : « le sommet a désigné Yoweri Museveni, président de la République d'Ouganda, comme facilitateur du dialogue au plus haut niveau, entre les parties sur les points qui posent problème. Il reviendra au gouvernement burundais de désarmer les milices Imbonerakure, comme toutes les autres milices armées de jeunes liées des partis ». Sur la question du déroulement de la présidentielle du 15 juillet que l'EAC propose aux autorités burundaises de repousser au 30 juillet pour permettre au facilitateur d'avoir le temps d'engager le dialogue, selon Richard Tseziibera l'Union africaine déploiera des observateurs militaires pour assurer le désarmement. A noter également que « quiconque gagnera l'élection présidentielle devra former un gouvernement national incluant tous les acteurs ayant participé au scrutin et ceux qui n'auront pas participé. Ce gouvernement devra respecter les Accords de paix d'Arusha et renoncera à amender la constitution. » Sur place, au Burundi comment agit-on aux solutions de la Communauté est-africaine ? Cliquez sur la photo ci-dessus pour écouter les décisions de Fiacre Ndayiragije notre correspondant à Bujumbura. Nouveau rebondissement Le nouvel appel au report des élections est lancé alors que la crise burundaise a connu un nouveau rebondissement avec la réapparition des auteurs du putsch avorté de la mi-mai. Pour la première fois depuis l'écoulement du coup d'Etat, motivé par la perspective du troisième mandat, l'un de ses auteurs a accordé un entretien à une chaîne de télévision kényane. Il a affirmé être, avec d'autres généraux putschistes, derrière les récentes attaques au Burundi. Deutsche Welle, 06.07.2015 Et si les Burundais votaient plutôt le 30 juillet? Les dirigeants de la Communauté est-africaine ont répondu à leur demande d'un report de la présidentielle burundaise. A l'issue d'une nouvelle réunion de l'EAC à Dar-es-Salaam, ils suggèrent un scrutin le 30 juillet. Le Burundi était à nouveau à l'ordre du jour d'une réunion de l'EAC, à Dar-es-Salaam, Tanzanie. Les dirigeants de la Communauté est-africaine ont de nouveau demandé aux autorités burundaises de reporter au 30 juillet la présidentielle controversée actuellement prévue le 15 juillet. Donner du temps à la médiation C'est la troisième fois en moins de deux mois qu'ils se réunissent au chevet du Burundi. A l'issue de ce nouveau mini-sommet, l'EAC a désigné le président ougandais comme médiateur dans cette crise. La nouvelle date proposée pour organiser la présidentielle est censée donner du temps au médiateur Yoweri Museveni de conduire un dialogue entre pouvoir et opposition. La communauté est-africaine regroupe outre le Burundi, le Rwanda, la Tanzanie, le Kenya et l'Ouganda. Mais seuls les Chefs d'Etat ougandais Yoweri Museveni et tanzanien Jakaya Kikwete étaient présents. Les autres ont brillé par leur absence. Pas de report (encore?) Le pouvoir burundais, qui avait déjà trahi l'engagement d'accueillir les élections locales et communales, refuse jusqu'à présent un nouveau glissement électoral, arguant d'un risque vide institutionnel puisque le mandat de Pierre Nkurunziza s'achève le 26 août. Depuis le début de la crise, au moins 70 personnes sont mortes et plus de 140.000 Burundais ont fui dans des pays voisins -- Rwanda, Tanzanie, République démocratique du Congo -- pour échapper à un climat pré-électoral délétère. Agathon Rwasa, chef de file des FNL (Forces pour la Libération Nationale), parti d'opposition, regrette que l'EAC n'ait pas d'abord agi au déroulement des élections législatives et communales du 29 juin dernier. Ecoutez-le au micro de Fréjus Quenum. L'organisation intergouvernementale de l'EAC demande par ailleurs que, quel que soit le vainqueur de présidentielle, "un gouvernement d'unité nationale" soit par la suite formé, rassemblant "ceux qui ont participé et ceux qui n'ont pas participé aux élections". La majorité des formations d'opposition risquent en effet de boycotter le scrutin. Bathily bouillonné par le pouvoir burundais Au Burundi, après l'opposition, qui a poussé Saïd Djinnit à renoncer à la médiation dans la crise, c'est le parti au pouvoir, le CNDD-FDD, qui demande la démission d'Abdoulaye Bathily, le nouveau facilitateur désigné par l'ONU. Il lui est reproché d'avoir manqué gravement au respect de la souveraineté et du rejet de la médiation d'Abdoulaye Bathily fait suite à un rapport de la Mission électorale des Nations unies au Burundi. Rapport selon lequel les élections législatives et communales du 29 juin se sont déroulées "dans un environnement qui n'était pas propice à la tenue d'un scrutin libre, crédible et fiable". Pour le Dr Jean Kenfack, enseignant à l'IRIC (Relations Internationales du Cameroun), cette position du pouvoir burundais est compréhensible. Ecoutez-le ici, interrogé par Carole Assignon. Par ailleurs, les Etats-Unis ont nommé aujourd'hui un nouvel envoyé spécial pour la région des Grands Lacs : Thomas Perillo.